

SPÉCIAL AFRIQUE

Les cahiers

du



Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Huitième année N°337 - du vendredi 4 avril 2014 - 8 DH -

Directeur de la publication Abdellah Chankou

Les investisseurs
marocains à la
conquête de l'Afrique

LE GRAND RETOUR DU MAROC

P. 5



MOHAMMED VI L'AFRICAIN

EDITO

Par

Abdellah Chankou

Mohammed VI l'Africain

Rarement chef d'Etat étranger aura effectué en Afrique une tournée aussi longue (18 février- 8 mars), féconde en émotion et riche en promesses d'une véritable coopération. S.M le Roi Mohammed VI l'a fait. Avec gloire et panache. Trois semaines chargées d'images qui ne trompent pas, trois semaines porteuses de symboles qui en disent long sur l'engagement africain du Roi du Maroc. Chez lui aucune arrière-pensée politicienne ou réflexe démagogique. De chacun de ses faits et gestes ressort clairement cette dimension humano-affective qui fait défaut dans bien des relations entre chefs d'État à l'échelle régionale ou internationale.

D'abord, il est difficile de ne pas retenir ces scènes de liesse populaire, sincère et spontanée, qui ont accompagné chacune des étapes royales au Mali, Guinée-Conakry, Côte d'Ivoire et Gabon. C'est que les populations locales ont compris que Mohammed VI, dont elles connaissent la fibre sociale et la proximité avec les démunis, n'est pas venu chez elles en donneur de leçon qui affiche cet air paternaliste, voire arrogant qu'elles ont l'habitude de voir. L'approche royale est différente. Résolument tournée vers

l'humain livré ici à la pauvreté, l'illettrisme et à l'exclusion alors même que le continent regorge de richesses indéniables...

Dans l'escarcelle royale en effet, non pas des discours entendus et des formules incantatoires vite oubliés le lendemain mais une foultitude de projets, d'investissements, de conventions et de contrats aussi

Il est difficile de ne pas retenir ces scènes de liesse populaire, sincère et spontanée, qui ont accompagné chacune des étapes royales au Mali, Guinée-Conakry, Côte d'Ivoire et Gabon.

concrets les uns que les autres qui vont tous dans le sens du développement de la coopération sud-sud que ce soit en matière d'infrastructures de base, de formation technique que de promotion d'actions au bénéfice des populations.

Un Roi VRP, impulseur d'investissements productifs, proche des vraies attentes africaines, ni cérémonieux, ni protocolaire, qui va droit au but, héraut pour le conti-

nent d'une vision de rupture nourrie au progrès, à la solidarité et d'un islam modéré et généreux. C'est que le souverain estime que l'Afrique, riche de ses ressources humaines et forte de son potentiel de développement non négligeable, mérite davantage de considération et d'attention à travers une politique de développement dynamique qui mobilise les secteurs, public et privé, des deux côtés. Au-delà des opportunités d'affaires offertes par l'Afrique, le Maroc entend jouer pleinement son rôle en privilégiant le bilatéral dans un continent où il est profondément enraciné.

Les patrons et les ministres, ainsi que les présidents de banque qui ont accompagné le chef de l'Etat sur la nouvelle route africaine ont bien saisi la philosophie royale. Cependant, il ne faut pas que le secteur privé se contente du statut du bénéficiaire de la diplomatie officielle et d'accompagnateur de l'action de l'Etat. Plutôt que de s'installer dans cette posture passive, il serait bien utile et rentable qu'il se montre plus entreprenant et indépendant en explorant les opportunités d'affaires offertes sur le continent. Plus que jamais, les conditions de l'émergence d'une Union économique africaine (UEA) sont aujourd'hui réunies. Il reste juste à écrire l'acte fondateur de l'UEA.■

BANQUE **POPULAIRE**
FAITE POUR VOUS



www.gbp.ma

Impact

UNE VISION CENTRÉE SUR L'AFRIQUE

**MEILLEURE BANQUE
DE DÉTAIL D'AFRIQUE**



Groupe bancaire mutualiste de premier plan à l'échelle africaine et leader au Maroc en termes de dépôts et de taille du réseau, le Groupe Banque Populaire déploie aujourd'hui sa stratégie en Afrique en portant sa présence à 11 pays : outre le Maroc, le Centrafrique, la Guinée et la Mauritanie, le Groupe Banque Populaire est désormais présent, suite à sa prise de contrôle de la Banque Atlantique, dans 7 nouveaux pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Le Groupe Banque Populaire a pour ambition d'accompagner les entreprises africaines dans leurs projets de développement et d'offrir à la clientèle des particuliers des services innovants, tant en matière de bancarisation qu'en matière de produits bancaires.

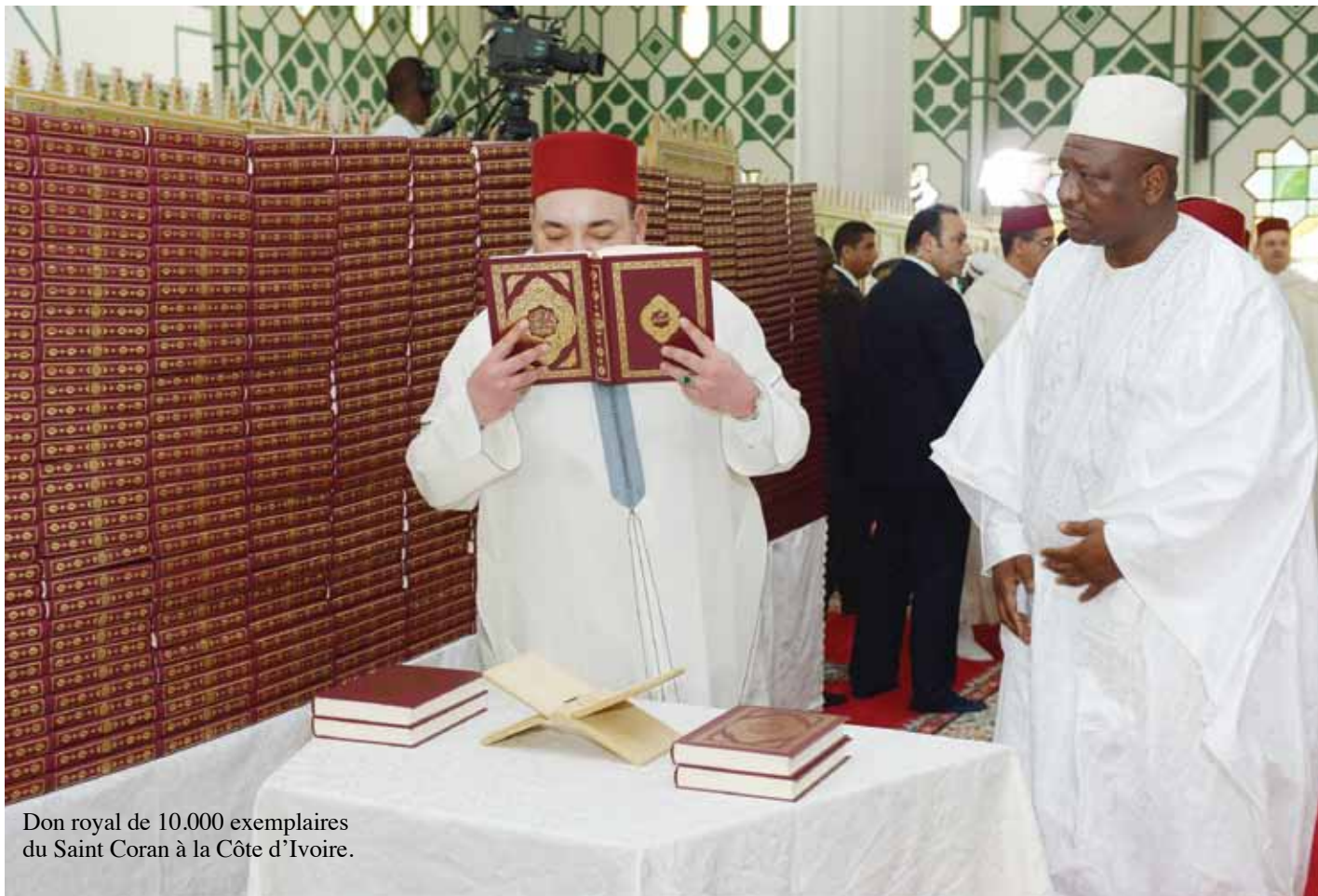
BÉNIN - BURKINA FASO - CENTRAFRIQUE - CÔTE D'IVOIRE - GUINÉE - MALI - MAURITANIE - MAROC - NIGER - SÉNÉGAL - TOGO

Afrique : Le grand retour du Maroc

Le Royaume est décidé à utiliser tous ses atouts y compris la carte religieuse pour accroître son influence sur le continent.

Depuis quelques années, le Maroc déploie une véritable offensive politique, accompagnée petit à petit d'une diplomatie économique tournée particulièrement vers les pays de l'Afrique Subsaharienne. Dans un contexte de crise multiforme, de disette financière et de partenaires traditionnels de moins en moins sûrs, la conquête africaine représente une opportunité indéniable pour le Royaume qui est à la recherche d'autres débouchés pour son économie très dépendante de l'Union européenne et quelque peu diminuée par sa difficulté à s'arrimer à l'économie mondialisée. Malgré l'adversité et les coups bas, l'avenir africain du Maroc s'annonce prometteur.

En réaction au soutien apporté en 1984 par de nombreux Etats membres à l'adhésion de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), le Maroc avait quitté l'OUA, refusant de la réintégrer tant que cette chimérique république y possède un siège. Or, Rabat est en train de contourner son absence de l'organisation panafricaine par le truchement de la diplomatie bilatérale en se donnant le statut d'une puissance qui entend accroître son influence dans le continent. Une stratégie susceptible de renforcer davantage les racines du Maroc qui sont profondément plongées en Afrique en utilisant tous les atouts y compris l'atout religieux qui pèse lourd dans le dispositif de rapprochement entre le Maroc et les pays de l'Afrique de l'ouest. Connu



Don royal de 10.000 exemplaires du Saint Coran à la Côte d'Ivoire.

pour sa tolérance et son ouverture, le rite malékite que le Maroc est en train d'exporter dans nombre de pays musulmans de l'Afrique de l'ouest représente le meilleur rempart contre la montée des extrémismes religieux qui ont ravagé le Mali.

La dimension religieuse de la politique africaine du Maroc s'est vérifiée lors de la tournée royale au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Gabon en mars 2013. Le roi s'est ainsi

déplacé avec le ministre des Habous, Ahmed Toufiq, pour réaffirmer le lien avec les dignitaires religieux musulmans», explique le politologue Ismaïl Regragui, auteur du livre «La diplomatie publique marocaine.» Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, Mohammed VI est précédé par un statut. Dans les câbles diplomatiques mis en ligne par Wikileaks, les Américains soulignaient que le titre de Commandeur des croyants

n'est pas un atout anodin et que la légitimité religieuse de S.M el Roi Mohammed VI aux yeux des musulmans d'Afrique occidentale est bien réelle. Cette légitimité est régulièrement mise à profit pour se rapprocher des pays africains. En 2007, c'est à Fès et sous haut patronage royal que s'est tenue une conférence internationale de la Tariqa Tijania, confrérie soufie des plus influentes au Sénégal et qui compte des millions d'adeptes dans de nombreux pays comme le Soudan, le Mali, le Nigéria ou encore le Burkina Faso. «La diplomatie religieuse a sa propre logique et elle s'intègre à toutes les autres diplomaties. Elle peut même servir de support aux précédentes et c'est aussi elle qui fait la force de la diplomatie royale », remarque Khalid Chegraoui, chercheur à l'Institut des études africaines de Rabat. Des propos confirmés par Abdallah Ould Mohamedi, journaliste sénégalais, directeur de Sahara Médias : « Le statut de Commandeur des croyants peut, par exemple, favoriser le business maroco-sénégalais, dans la mesure où la Tijania, qui respecte le monarque marocain pour son rôle religieux, est aussi un formidable réseau économique ». ■

Dans le sillage de feu Hassan II

Si S.M le Roi Mohammed VI mène une politique africaine volontaire, voire « militante » selon certains, il n'en évolue pas moins dans un contexte hérité de son père. «Hassan II comptait sur trois sphères en Afrique : l'Afrique musulmane, l'Afrique francophone et l'Afrique pro-occidentale dans le contexte de la Guerre froide», rappelle l'historien Maâti Monjib, qui ajoute : «Mohammed VI évolue aussi principalement dans ces sphères». De nombreux journalistes insistent également sur la continuité des liens noués par feu Hassan II. «Mohammed VI a reconduit et modernisé les bonnes relations que son père entretenait déjà avec les présidents guinéens, Haj Ahmed Sékou Touré et Lansana Conté», commente Mohamed Salifou Keita, journaliste pour le site guinéen 3P-Plus. Même son de cloche du côté

du Sénégal : « Il y a une sorte de continuité dans les bonnes relations entre Mohammed VI et les présidents sénégalais. L'amitié entre Hassan II et le président Léopold Sédar Senghor était en effet connue de tous, enjolivée par beaucoup d'apparat », souligne Pape Samba Kane, journaliste à Dakar. Mohammed VI s'inscrit donc dans le sillage de son père, mais il ne marche pas dans ses pas pour autant. Plusieurs analystes remarquent d'ailleurs que le prisme africain développé par Mohammed VI constitue la différence la plus notable avec l'action diplomatique du défunt roi. En effet, si Hassan II a entretenu de bonnes relations personnelles avec plusieurs chefs d'Etat africains, il ne s'est presque jamais déplacé en Afrique, contrairement à son fils Mohammed VI qui a multiplié les voyages sur le continent.



www.bmcebank.ma
www.bank-of-africa.net

Ensemble, posons les bases d'une finance durable sur le continent africain



Au cœur d'un continent porteur d'opportunités, le Groupe BMCE Bank poursuit son essor, s'appuyant sur l'extension continue du groupe BANK OF AFRICA, contribuant avec confiance au développement des affaires et du progrès social. Avec ses 11.000 collaborateurs mobilisés dans 19 pays africains, son assise financière, son positionnement de banque universelle soutenu par les synergies d'un groupe multi métiers aux ambitions internationales, et ses valeurs de tolérance et de partage, BMCE Bank et BANK OF AFRICA ouvrent la voie d'une finance durable sur le continent africain.



BMCE BANK



Attijariwafa Bank, Banque populaire, BMCE Bank à la conquête de l'Afrique

Un engagement capital

Les principales banques marocaines sont décidées à poursuivre leurs implantation en Afrique où elles ont enregistré des performances remarquables.

Les chiffres financiers mobilisés récemment par les banques marocaines en Afrique sont tout simplement énormes : 2,5 milliards de dirhams pour le groupe Banque populaire, plus de 3 milliards de dirhams pour le groupe BMCE Bank et presque autant pour le groupe Attijariwafa Bank. Des chiffres qui en disent long sur l'ampleur de l'engagement économique du Maroc en Afrique. L'essentiel des conventions de financement signées avec les trois banques marocaines ont eu lieu à l'occasion du forum économique Maroc-Côte d'Ivoire, qui s'est tenu les 24 et 25 février 2014, sous la présidence effective de SM le Roi Mohammed VI. Un forum où le Souverain a prononcé un discours historique, rappelant aux investisseurs marocains leur devoir vis-à-vis de l'Afrique, leur continent d'appartenance. « L'Afrique est l'avenir de l'humanité et du monde moderne » affirme, merveilleusement, SM le Roi devant un parterre d'hommes d'affaires et de décideurs politiques conquis. L'implication des banques marocaines en Afrique ne s'est pas seulement limitée au financement des projets d'investissement, mais elle s'est étendue également au conseil des Etats Souverains. C'est le cas notamment du gouvernement ivoirien qui a réussi, grâce aux



Le Président de BMCE Bank Othmane Benjelloun signant une convention cadre avec la responsable de l'Etat ivoirien.

puissants réseaux bancaires en Europe de BMCE Bank et d'Attijariwafa Bank, à lever 500 millions de dollars sur le marché international.

De plus en plus, les banques marocaines commencent à avoir une influence considérable sur un système bancaire africain, en réalité, en cours de construction et de modernisation. En revanche, cette saga des banques marocaines en Afrique ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte au tout début des années 90. En

effet, le groupe banque populaire est la première banque marocaine à s'implanter en Afrique en créant des filiales à part entière en Guinée Conakry et en Centrafrique. Ces filiales bancaires ont longtemps participé au bonheur économique de ces deux pays qui tomberont, quelques années plus tard, dans le chaos et l'anarchie politique. Si la Guinée Conakry arrive à s'en sortir plutôt pas mal suite à un processus démocratique certes fragile mais réel, la Centrafrique, elle, est toujours plongée dans l'instabilité politique. D'où l'effondrement des activités bancaires dans ce pays.

Il aura fallu attendre l'accession de SM le Roi Mohammed VI au Trône, en 1999, pour que les choses commencent à changer progressivement pour un retour stratégique en Afrique. Longtemps orientées vers l'Europe, principal marché international motivé par la présence d'une importante diaspora marocaine, les banques nationales considèrent désormais l'Afrique comme le relais de croissance par excellence. Non que l'Europe soit ruinée par une quelconque crise financière. Loin de là. Mais parce que l'Afrique présente assurément un potentiel considérable de développement. La première banque marocaine à avoir mené, pendant le règne de Mohammed VI, une offensive commerciale sur l'Afrique est le groupe Attijariwafa Bank, en 2005. Elle survient un an et demi après la réalisation de la fusion entre la BCM et Wafabank.

Devenu groupe financier aux moyens colossaux, Attijariwafa Bank, sous la houlette de son président entreprenant,

Mohamed El Kettani, commence par le Maghreb où il reprend la Banque du Sud, financièrement ruinée, presque en faillite. Le groupe met en place un véritable plan de redressement de la banque tunisienne, qui aboutit quelques mois plus tard à un changement de dénomination pour devenir Attijari Bank Tunisie. Elle est aujourd'hui parmi les banques les plus actives en Tunisie. En 2007, cap sur le Sénégal. Premier acte d'implantation : l'ouverture d'une succursale bancaire. Puis s'enchaîne une série de rachats pour renforcer sa présence commerciale dans le pays. En avril 2008, Attijariwafa Bank rachète 80% du capital de la première banque du Sénégal, la Compagnie bancaire de l'Afrique de l'Ouest (CBAO). Grâce à cette acquisition, le groupe devient propriétaire de 19 agences commerciales dans le Sénégal. Au mois de novembre de la même année, c'est le coup de maître de Mohamed El Kettani. Il réussit, grâce à un accord stratégique conclu avec le groupe français, le Crédit agricole, à racheter d'un seul coup cinq banques dans plusieurs pays africains : le Crédit du Congo à hauteur 81% des parts, la Société ivoirienne de banque à 51%, la Société camerounaise de banque à 65%, l'Union gabonaise de banque à 59% et enfin, le Crédit du Sénégal à 95% des parts.

Le tout pour un montant de 250 millions d'euros, soit 2,8 milliards de DH. Avec un personnel actuel d'environ 2000 employés, un produit net bancaire de 200 millions d'euros (2,3 milliards de DH) et un total bilan d'environ 30

Bancassurance

Le Maroc assure

Sans aucun doute, l'ambition des trois groupes bancaires marocains en Afrique ne se limite pas seulement à la banque de détail et la banque d'affaires, mais englobe l'assurance et la réassurance. Preuve, l'acquisition le 2 mars 2014 par la compagnie d'assurance, RMA Watanya, filiale du groupe BMCE Bank, de 4 compagnies d'assurance opérant en Afrique de l'Ouest sur les branches Vie et Non Vie. C'est sur ce créneau financier que le groupe BMCE Bank marque une avance sur ses concurrents bancaires en Afrique.

L'ambition du groupe BMCE Bank est de jeter les bases d'un groupe d'assurance panafricain d'envergure à l'horizon 2020. La même

ambition est nourrie par le groupe Attijariwafa Bank. Selon son président, le groupe est à la recherche de compagnies africaines fiables capables de satisfaire les besoins des particuliers et entreprises africaines. « Nous sommes actuellement en négociations avancées avec certaines d'entre elles auxquelles nous avons proposé des partenariats techniques de grande qualité pour améliorer leurs prestations » explique, pour sa part, Mohamed Ramsès Arroub, le président de Wafa Assurance (filiale de Attijariwafa), déjà présente en Tunisie à travers Attijari Assurance dont M. Arroub affirme être très satisfait et en Côte via la société africaine d'assurance (Safa).

milliards de DH, le groupe Attijariwafa Bank se hisse rapidement au rang de 7ème banque en Afrique et la première dans le Maghreb. Une position qu'elle conforte avec de nouvelles acquisitions sur le continent. Au Mali notamment où le groupe acquiert, fin 2008, la Banque internationale du Mali (BIM), troisième banque du pays, pour la bagatelle de 700 millions de DH. Mais la guerre civile qu'a connu le Mali, suite aux attaques terroristes dans le nord du pays, a rejaili sur les comptes de la filiale bancaire d'Attijariwafa Bank. La situation sera sous contrôle, selon le directeur général du groupe, Ismail Douiri, qui a annoncé une reprise des activités de la banque malienne en 2013 après une interruption de plusieurs années. Plus confiante que jamais dans le potentiel africain, Attijariwafabank s'implante également au Congo Brazzaville, au Burkina Faso et en Mauritanie. Son implantation la plus récente remonte à septembre 2013 avec l'acquisition de 55% du capital de la Banque Internationale pour l'Afrique au Togo. La greffe bancaire Attijari a pris en Afrique au-delà des prévisions. Ce qui propulse le groupe au rang de première banque marocaine installée en Afrique.

Presque sur le même modèle économique d'Attijariwafa, le groupe BMCE Bank, présidé par Othman Benjelloun, s'est lancé, à son tour, dans la conquête du marché africain. Une conquête qui lui permet, en 2007, de mettre dans son escarcelle 35% du capital du groupe bancaire africain, Bank Of Africa (BOA) qui sera dotée plus tard d'une banque d'affaires baptisée Bank Of Africa Capital.

BOA est présent dans 11 pays africains et considéré comme le troisième réseau bancaire dans l'espace de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA). BMCE Bank monte progressivement en puissance dans



Le président de la BCP, Mohamed Benchaaboun signant une convention avec le représentant du gouvernement guinéen.

le capital de BOA, dirigée par Mohamed Bennani, un homme de confiance de Othman Benjelloun, à hauteur de à 68% puis à 72,6%.

Contrairement à Attijariwafa Bank, qui choisit de développer ses activités sur le plan de l'exploitation bancaire, la BMCE Bank, elle, opte pour une autre stratégie plus tournée vers les métiers de banque d'affaires, de conseil et d'ingénierie financière.

BMCE Bank mobilise tout son réseau de banques d'affaires à travers le monde pour le compte de l'Afrique. Médi Capital Bank, basée à Londres, prend des participations financières dans plusieurs banques en Afrique, en l'occurrence la Banque de développement du Mali, à hauteur de 20% et la Congolaise des banques, au Congo Brazzaville (de 20% des parts). BMCE Bank se distingue également par des missions de conseil auprès des Etats et gouvernements africains. Au fil des années, les activités africaines de BMCE Bank représentent 10% du produit net bancaire du groupe en 2012 et plus de 30% de son résul-

tat net consolidé. Les résultats 2013 de BMCE Bank sont un vrai motif de satisfaction pour les dirigeants de la banque puisque les filiales africaines de BMCE ont participé à hauteur de 41% du bénéfice consolidé du groupe. Ce qui montre que les relais de croissance pour BMCE se trouvent bel et bien dans le continent. Même constat pour le groupe Banque Populaire qui a signé une série de conventions à l'occasion de la dernière visite royale dans quatre pays de l'Afrique subsaharienne. Ayant accusé un léger retard sur ses concurrents, bien qu'elle ait été la première banque marocaine à s'implanter en Afrique, le groupe, grâce à l'action dynamique de son jeune président, Mohamed Benchaaboun décide d'opérer un retour en force sur le continent. En 2012, il rachète la Banque atlantique, un groupe bancaire en vue, présent dans sept pays africains: Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Togo, Burkina Faso, Mali et Niger. Ce partenariat stratégique s'est concrétisé par la création d'une holding commune dénommée "Atlantic Bank

International" à laquelle le groupe africain Atlantic Finance Group apporte ses participations dans les sept banques de la région UEMOA, et le groupe BCP l'équivalent en numéraire de la valeur de ces participations. En réalisant cette opération stratégique, la BCP donne un coup d'accélérateur à son ancrage africain, pour porter à 10 le nombre de pays africains où elle est solidement installée. La Banque atlantique, qui devient progressivement performante grâce au travail inlassable et efficace des équipes BP dépêchées sur place, ouvre au groupe bancaire marocain l'accès à un marché de 80 millions d'habitants installés sur un immense territoire de 3,5 millions de kilomètres carrés. La Banque atlantique pèse 86 millions d'euros de capital, 102,5 millions de chiffre d'affaires et 170 guichets, dont des agences commerciales, bureaux et points de vente. Le dynamisme du groupe Banque Populaire en Afrique a été récompensé à deux reprises: La première, en juin 2012, à Arusha, en Tanzanie avec le trophée prestigieux de la "Meilleure banque en inclusion financière" du continent africain, décerné par le magazine African Banker. Couronnant l'effort de bancarisation consenti par la BP et ses collaborateurs, cette distinction récompense aussi le recrutement de plusieurs milliers de nouveaux clients, notamment auprès des populations à revenus modestes et irréguliers. Le deuxième trophée interviendra un an après, en juin 2013, décerné, cette fois-ci à Marrakech, par les mêmes organisateurs. Il s'agit du trophée de "Meilleure banque de détail en Afrique" qui récompense entre autres à la fois les meilleurs services de détail offerts aux consommateurs africains, les bonnes performances financières, les pratiques novatrices dans le secteur bancaire et l'extension des services de détail à un large réseau de consommateurs. Sur ces registres, la banque populaire s'est particulièrement illustrée et qui lui ont permis de recruter plus de 530.000 nouveaux clients en 2012, portant ainsi son portefeuille à 4,2 millions de clients. ■

Ahmed Zoubair

TOURNEE ROYALE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE				
10 ACCORDS DE PARTENARIAT				
ETAPES	PERIODES		ACCORDS BILATERAUX	
Mali (1)	18 au 22 fév	1	Le GBCP s'engage à créer en République du Mali un établissement de microfinance conforme aux lois et règlements en vigueur	
Côte d'Ivoire (5)	23 fév au 2 mars	2	Financement par le GBCP, via sa filiale locale Banque Atlantique Côte d'Ivoire, à hauteur de 90 milliards F CFA (1,5 milliard DH), de la construction de 5.500 salles de classe pour l'Education Nationale et l'Enseignement Technique	
		3	Le GBCP s'engage à ériger en Côte d'Ivoire un établissement dédié à la microfinance et à mettre à la disposition de celui-ci tout le savoir-faire et l'expérience de sa Fondation Attawfiq Micro-Finance	
		4	Convention avec le Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) mis en place par la Première Dame de Côte d'Ivoire, Mme Dominique OUATTARA. Il s'agit d'un financement additionnel de 500 millions F CFA (8,5 millions DH), destiné au programme d'aide à l'accès des femmes ivoiriennes au microcrédit	
		5	Prêt accordé par le Groupe bancaire japonais Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC), d'un montant de 60 millions USD (500 millions DH) destinés à appuyer les opérations de commerce international des clients des filiales africaines du Groupe (réseau Banque Atlantique, Banque Populaire Maroc-Guinéenne et Banque Populaire Maroc-Centrafricaine)	
		6	Ligne consentie par la SFI, filiale de la Banque mondiale, à concurrence de 50 millions USD (plus de 400 millions DH) destinée à appuyer les opérations de commerce international des clients des filiales africaines du Groupe (réseau Banque Atlantique)	
Guinée Conakry (3)	03-04 mars	7	Le GBCP s'engage à financer, à travers sa filiale Banque Populaire Maroc-Guinéenne, les besoins en carburant et lubrifiants de Electricité de Guinée (EDG), et ce, à hauteur de 50% desdits besoins.	
		8	En partenariat avec la Banque Centrale de la République de Guinée, le GBCP s'engage à créer en République de Guinée un établissement de microfinance, qui s'appuie sur les meilleures pratiques mondiales.	
		9	Le GBCP s'engage - dans le cadre d'un mémorandum d'entente avec le Ministère Délégué des Guinéens de l'Etranger - à mettre à la disposition des ressortissants guinéens des services leur permettant de transférer leur épargne vers leur pays d'origine et ce à travers son réseau d'agences Banque Atlantique et les agences de sa filiale Banque Populaire Maroc-Centrafricaine ainsi que les points de vente de leurs réseaux partenaires.	
Gabon (1)	05-07 mars	10	Une convention de partenariat entre le GBCP et le ministère de l'économie, de l'emploi et du à développement durable du Gabon portant promotion du microcrédit au Gabon	

Le virage africain d'OCP

Lors de la dernière tournée royale en Afrique, le groupe OCP a annoncé la mise en place de deux gros investissements l'un au Mali et l'autre au Gabon, bénéfiques pour le continent et son agriculture.

Jamais l'Afrique n'a été autant servie par le Maroc. C'est le constat dressé par les observateurs après le dernier périple royal dans le Continent où le Royaume a mobilisé la fine fleur de ses entreprises publiques dans une logique à la fois d'investissement et de partenariat. Dans ce cadre, le groupe OCP s'est illustré particulièrement lors des étapes royales du Mali et du Gabon par sa volonté de devenir le premier fournisseur de fertilisants du continent africain.

Dans le premier pays, un partenariat d'exception a été noué en vertu duquel le Gabon, via sa société équatoriale des mines, s'engage à créer une unité de production d'ammoniaque à partir du gaz et une autre unité de production d'engrais phosphatés. De son côté, le Maroc prévoit de créer deux unités industrielles : une unité d'acide phosphorique à partir du phosphate marocain et une autre d'engrais phosphatés. Ce partenariat, pour lequel un investissement considérable de 2 milliards de dollars sera mobilisé, permettra entre autres de fournir à l'Afrique 30% de ses besoins en engrais en produisant quelque 2 millions de tonnes de fertilisants par an à partir de 2018, soit la consommation actuelle du continent africain.

Pour acheminer cette production vers les agriculteurs africains, des corridors régionaux seront construits et dynamisés à partir du Maroc et du Gabon. L'initiative contribuera à la création de plusieurs milliers d'emplois directs et indirects au Gabon, au Maroc et dans d'autres pays de la région.

Dès sa conception, le projet intégrera fortement la logique environnementale, une gestion optimale de l'eau et de l'énergie et un respect strict des normes environnementales de dernière génération (réduction des émissions de CO₂, etc.). Une approche volontariste d'anticipation des besoins du projet en compétences, savoir-faire et expertise sera mise en place. Des programmes de formation professionnelle ciblés démarrent parallèlement à la construction des unités, permettant ainsi de susciter des vocations et de l'entrepreneuriat autour du projet. Un dispositif d'accompagnement viendra en appui, à travers la dynamisation d'un tissu de PME/PMI et la création d'un véritable écosystème de sous-traitance autour du projet.

En vérité, la joint-venture maroco-gabonaise n'est pas un acte isolé. Au Mali, en effet, quelques jours plus tôt, le président d'OCP, Mustapha Terrab, a annoncé lors du forum économique de haut niveau Maroc-Mali, tenu à Bama-



Le président d'OCP Mustapha Terrab expliquant la stratégie d'accompagnement de l'agriculteur guinéen.

ko, jeudi 20 février, le lancement à Jorf Lasfar d'une usine d'engrais dédiée entièrement au marché africain. Coût du projet : 600 millions de dollars.

La production de cette usine, qui sera entièrement réalisée par le groupe chérifien, s'élève à 1 million de tonnes d'engrais exportées en direction de l'Afrique.

Au même moment où l'annonce de ce colossal investissement a été faite se tenait à Marrakech un forum international sur la sécurité alimentaire en Afrique. Un thème si cher à Mustapha Terrab. Sociétés de production d'engrais, fonds d'investissement et hommes d'affaires de tous bords sont venus des quatre coins du monde pour réfléchir à la meilleure manière d'améliorer les rendements agricoles en Afrique. Organisé par le FMB Fertilizer, organisation internationale d'études et de réflexion sur les engrais, et sponsorisé par le groupe OCP, le forum aura été une occasion pour les professionnels du secteur de rappeler la faible consommation d'engrais en Afrique et ses répercussions négatives sur le niveau de la sécurité alimentaire. Les intervenants du forum ont tous dressé le même constat, à savoir que les sols africains demeurent sous fertilisés, obligeant ainsi la plupart

des pays, principalement en Afrique de l'Ouest, à importer plus de 80% de leurs besoins alimentaires.

D'autres experts n'ont pas manqué de pointer du doigt la qualité souvent médiocre des engrais utilisés dans l'agriculture africaine, d'où l'importance du projet marocain porté par le groupe OCP, qui consiste à construire une unité de production d'engrais à Jorf Lasfar. «Le but pour nous, explique Mustapha El Ouafi, directeur commercial exécutif du groupe OCP, est de combler le déficit énorme en engrais dont souffre cruellement le continent africain. Notre projet vise aussi à développer la qualité des sols et améliorer les rendements agricoles dans plusieurs pays africains». M. El Ouafi profite de l'occasion pour lancer un appel aux autres pays producteurs d'engrais à se joindre au Maroc pour sauver l'Afrique d'une éventuelle crise alimentaire grave. En termes chiffrés, les sols africains utilisent à peine 4 millions de tonnes d'engrais, alors que la démographie ne cesse d'augmenter pour culminer à 1 milliard d'habitants en 2020 pour un peu plus de 600 millions aujourd'hui. D'où le risque de malnutrition qui menace de nombreux pays du continent. Certains experts avancent, par ailleurs, que 6 millions

de tonnes d'engrais de grande qualité sont nécessaires à l'agriculture africaine. Une quantité que le groupe OCP compte fournir en partie à travers son unité industrielle de Jorf Lasfar. Au total, la production de l'Office devra passer de 32 à 55 millions de tonnes en 2020. Un volume énorme mais amplement justifié compte tenu de l'ampleur des besoins en la matière. L'office est loin d'être à son premier coup d'essai en Afrique. Le groupe OCP a livré en avril 2013, à Abidjan, une première cargaison de 10.000 tonnes d'engrais «Tetractiv Cacao». Cette livraison rentre dans le cadre d'un partenariat pour le développement de la culture du cacao en Afrique de l'Ouest.

Tourné jusqu'ici vers les marchés et les partenariats internationaux, les deux grands investissements d'OCP témoignent le début d'un virage stratégique. « Nous n'avons jamais été agressifs sur les marchés africains, qui recèlent pourtant un énorme potentiel. Cela va changer », explique un dirigeant d'OCP, qui réalise à peine 7 % de son chiffre d'affaires en Afrique subsaharienne. Les relais de croissance d'OCP se trouvent évidemment en Afrique. ■

Jamil Manar

NOUS CONSTRUISONS LE CAMEROUN DE DEMAIN



Acteur de premier plan opérant dans le domaine stratégique de la construction, les Ciments de l'Afrique se sont engagés à mettre à la disposition des africains, du ciment pour tous leurs ouvrages.

Dans tous les pays où nous nous sommes implantés, nous mettons un point d'honneur à produire du ciment de haute qualité. C'est le cas au Cameroun, avec la construction de notre usine d'une capacité de 500 000 T par an, pouvant aller jusqu'à 1 million de tonnes, grâce à laquelle nous mettons sur le marché camerounais le CPJ 35, le CEM II B 32,5 R et le CEM II 42,5 R, des ciments Portland composés, de qualité supérieure, spécialement conçus pour les conditions climatiques en Afrique.

Nous comptons à travers cette action, contribuer à endiguer les pénuries périodiques de ciment constatées sur le marché camerounais, mettre fin à la spéculation sur le prix du ciment, garantir une constance dans la qualité de notre ciment, et enfin permettre aux populations d'accéder plus facilement au logement par la construction de logements sociaux.

Parce que bâtir le plus magnifique des ouvrages commence par poser de petites pierres, c'est avec détermination qu'ensemble, nous parviendrons à construire le Cameroun de demain.



■ Résistant ■ Étanche ■ Aéré

CIMAF
Ciments de l'Afrique

Ciments de l'Afrique Cameroun S.A, Zone Industrielle Bonabéri
B.P 9457 Douala Cameroun • Tél. : +237 33 39 00 81 / 70 60 57 57 /
33 39 00 80 / 79 51 71 71 • Fax : +237 33 39 00 84
E-mail : contact.cameroun@cimentsafrique.com
Site : www.cimaf.cm

Addoha et Alliances misent gros sur l'Afrique

Les fondations de l'avenir

Immobilier, BTP, ciment, les groupes marocains multiplient les investissements dans un continent où tout reste pratiquement à construire.

La récente tournée royale dans quatre pays africains (Mali, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry et Gabon), en février et mars 2014, a donné un sérieux coup d'accélérateur aux projets immobiliers et cimentiers portés en Afrique par deux géants de l'immobilier national : le groupe Addoha de Anas Sefrioui et son concurrent direct, le groupe Alliances présidé par Alami Lazraq. Ces deux groupes manifestent depuis quelques années déjà un intérêt prononcé pour l'Afrique, considérée à juste titre comme un marché très porteur. Selon des experts de la démographie, la population africaine atteindra plus d'un milliard d'habitants à l'horizon 2025 contre 600 millions actuellement. D'où l'extraordinaire potentiel économique que recèle ce continent aux ressources naturelles considérables. « Tout à est faire en Afrique. Le déficit en logements ne se compte pas seulement en milliers mais en millions » explique le président du groupe Addoha, de retour d'un long périple d'affaires en Afrique. Animé par le désir de voir d'autres sociétés marocaines investir en Afrique pour contrecarrer l'offensive des investisseurs chinois, américains, français et turcs, M. Sefrioui



Lancement des travaux de réalisation d'une usine de fabrication de sacs de ciment de Cimaf Côte-d'Ivoire appartenant au groupe «Addoha».

sait pertinemment de quoi il parle. Aux afro-sceptiques qui évoquent les risques politiques et sécuritaires, il répond, très persuasif : « les problèmes d'insécurité font désormais partie de l'histoire. Pendant tous mes séjours en Afrique, nous n'avons, moi et mes collaborateurs, éprouvé aucun sentiment de danger lié à un quelconque problème d'insécurité ». Confiant dans l'avenir de l'Afrique,

le président du groupe Addoha mise sur les pays africains et mobilise des financements bancaires colossaux à cette fin.

Il faut dire que la forte implantation des banques marocaines en Afrique facilite beaucoup la tâche aux investisseurs marocains. Une enveloppe financière très conséquente, environ 3 milliards de DH, est ainsi levée par le groupe Addoha pour financer ses

multiples projets en Afrique. Premier pays visé : la Côte d'Ivoire. Après plusieurs années de guerre civile, le pays recouvre enfin sa stabilité politique en avril 2011, sous la houlette de l'actuel chef d'Etat, Alassane Ouattara. Ce dernier a tout mis en œuvre pour reconstruire le pays. Il fera appel, entre autres, au Maroc, ami et grand partenaire de la Côte d'Ivoire, pour participer à cette reconstruction. SM le Roi Mohammed VI se rendra d'ailleurs deux fois, en moins d'un an, dans ce grand pays de l'Afrique de l'Ouest. La première en mars 2013 et la seconde en février 2014. Au cours de ces deux visites royales, le président d'Addoha a pu avoir accès aux plus hautes autorités ivoiriennes pour concrétiser ses projets en Côte d'Ivoire où il annonce la construction de 8000 logements. Le projet sera réalisé sur un terrain situé dans un quartier stratégique d'Abidjan. « 90% des logements sont économiques et sociaux et les 10%, qui restent, sont de moyen standing » explique Anas Sefrioui. Côté prix, ils varient entre 20 000 et 25 000 euros, selon l'emplacement du bien. À vrai dire, le groupe Addoha a bénéficié de toutes les garanties proposées par l'Etat Ivoirien, en plus des avantages fiscaux, foncier à bas prix et main d'œuvre bon marché.

Outre l'immobilier, Addoha s'est positionné sur un autre secteur-clé du BTP, le ciment, via la filiale du groupe Cimaf (Les Ciments de

SGTM à la conquête de l'Afrique Une expertise en béton

L'Afrique est un immense chantier à ciel ouvert. Tout est à construire et à reconstruire. Désireux, à son tour, de mettre son savoir-faire au service du développement du continent, le leader marocain du BTP, la Société générale des travaux du Maroc (SGTM) s'est implantée en Côte d'Ivoire où elle a décroché suite à un appel d'offre international le projet de construction d'un nouveau pont sur le fleuve Marahoué et de la voirie de la ville de Bouaflé. Les travaux de cet immense chantier ont été lancés par le président ivoirien Alassane Ouattara le 22 octobre 2012. Le site sera fin prêt le 29 juillet 2014, soit 20 mois de travaux.

D'une enveloppe budgétaire de 4,8 milliards de FCFA, le projet vise à améliorer la fluidité du trafic sur les parcours Yamousoukro-Daloa et Daloa-Zuénoula et la circulation des biens et des personnes, ce qui ne manquera pas de rejaillir positivement sur le développement de la région.

Le chantier est réalisé par la filiale du groupe, SGTM Côte d'Ivoire créé à Abidjan en janvier 2013 qui a mobilisé à cette fin un encadrement de 10 personnes et plus de 100

techniciens dont la majorité ont été recrutés localement.

Le leader marocain des BTP, dirigé de main de maître par les frères Kabbaj, n'en est pas à son premier projet en Afrique puisqu'il a déjà fait profiter le Burkina Faso de son expertise à travers la construction de deux barrages : Samandéni, à 40 kilomètres de Bobo Dioulasso, et le second à Comoé, ce long fleuve de 813 kilomètres qui coule au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Selon des sources de la SGTM, la construction du barrage de Samandéni, considéré comme l'un des plus grands chantiers au pays des «hommes libre», avance à grand pas. Il alimentera une centrale d'une capacité de 16 GW l'heure et servira à l'irrigation pour la culture de contre-saison, sur une superficie de 21 000 hectares.

Forte de ses 10.000 collaborateurs et d'un parc de 1700 engins de BTP, SGTM ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, déterminée à explorer d'autres opportunités sur le continent pour donner un contenu concret à la coopération sud-sud.

l'Afrique). Opérationnelle depuis septembre 2013, d'une capacité de 500 000 tonnes par an, la cimenterie d'Abidjan a nécessité un investissement d'un de 30 millions d'euros. Anas Sefrioui et ses collaborateurs sont fiers de ce projet industriel qui emploie plus d'un millier d'Ivoiriens et contribue au développement du secteur local des BTP.

Cet investissement, réalisé avec succès en Côte d'Ivoire, le groupe Addoha le transposera dans d'autres pays africains auxquels le Maroc est attaché par des liens d'amitié et de fraternité. C'est le cas de la Guinée Conakry où Addoha, qui prévoit d'y construire 3600 logements, a installé une cimenterie opérationnelle depuis six mois. Ravagé par la guerre civile, ce pays souffre d'un déficit considérable en matière de logements et de constructions. Le gouvernement guinéen évalue les besoins dans ce domaine à plus d'un million d'unités aujourd'hui et à 3 millions d'ici 2020. C'est dire les opportunités énormes offertes par les chantiers d'habitat en Guinée Conakry.

Le Sénégal n'est pas en reste où Addoha compte réaliser 2500 logements. Au Cameroun aussi avec 1700 logements et une cimenterie dotée d'une production annuelle de 500 000 tonnes et au Congo Brazzaville avec 650 logements. Les dirigeants d'Addoha s'intéressent également au Mali où SM le Roi Mohammed VI s'est rendu à deux reprises en l'espace de quelques mois (la première pour assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président malien, Ibrahim Boubakar Keita, en septembre 2013, et la seconde en février 2014). Le pays renoue peu à peu avec le développement et la stabilité, après une longue période marquée par le terrorisme et le chaos. « Il y a un an, lorsqu'on m'a proposé d'aller



SM le Roi visitant le chantier du projet immobilier «Résidences Akwaba» du groupe «Alliances» dans la région d'Abidjan.

investir au Mali, j'ai refusé. Mais aujourd'hui, les choses ont changé pour le mieux dans ce pays frère » estime M. Sefrioui.

Addoha a décroché au Mali un terrain de 25 hectares destiné pour accueillir des logements sociaux et intermédiaires. Plus entreprenant que jamais, M. Sefrioui projette d'y construire également une cimenterie, selon le même schéma ivoirien ou guinéen. D'autres pays africains sont visés par le leader immobilier marocain, notamment le Burkina Faso, le Gabon, le Niger, l'Angola, le Togo ou encore la Tanzanie. Le lundi 10 mars dernier, Anas Sefrioui signe avec le président ghanéen, John Dramani Mahama, une convention importante par laquelle le groupe Addoha s'engage à construire dans ce pays anglophone, à la tradition démocratique ancienne, plus de 10 000 logements. Un mar-

ché à fort potentiel auquel s'ajoute un projet industriel porté par les Ciments de l'Afrique. Celle-ci s'engage à construire une immense cimenterie au Ghana, forte d'une production de 1 million de tonnes par an pour un investissement de 60 millions d'euros. Il faut dire que le groupe Addoha joue pour le moment le rôle de locomotive des investisseurs marocains en Afrique. Il est incontestablement en pôle position, suivi par un autre opérateur immobilier et non des moindres : Alliances. Ce dernier, contrairement à Addoha qui a conquis plusieurs pays du continent, concentre ses efforts sur trois grands pays de l'Afrique de l'Ouest : le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Congo Brazzaville. Mais les marchés décrochés par le groupe de Alami Lazrak sont titanesques. Plus de 10 000 logements sociaux et 4000 dans le moyen

et le haut standing sont prévus à Abidjan. Un pôle urbain d'envergure sortira de terre dans quelques années.

Le président Alami Lazrak précise que 7800 logements seront réalisés dans la ville Anyama, à 10 kilomètres d'Abidjan, d'une population de 150 000 habitants. Le chiffre d'affaires est estimé à 196 millions d'euros, soit 2,2 milliards de DH.

Autre pays ciblé : le Congo Brazzaville. Alami Lazrak annonce avoir signé avec le gouvernement congolais une convention de 196 millions d'euros (2,2 milliards de DH) en vertu de laquelle le groupe Alliances s'engage à construire 3250 logements dans la commune de Kintélé, dans la banlieue de Brazzaville. Ce programme résidentiel économique sera affecté au relogement des familles touchées par les destructions subies suite à un grave incendie qui avait ravagé le quartier populaire Mpila. La convention prévoit également la viabilisation d'un immense terrain de 100 hectares sur lequel 22 équipements seront érigés, dont, entre autres, un complexe sportif, 43 showrooms, un centre de santé, une mairie et un hôtel. La réalisation de cet ensemble résidentiel a été confiée à la filiale BTP de Alliances, EMT Bâtiment, qui a démarré les travaux en janvier 2014.

Si Abidjan et Brazzaville sont des capitales africaines prometteuses pour Alliances, la ville de Dakar, elle, occupe une place particulière dans le cœur du président du groupe. Ce dernier parle du Sénégal avec beaucoup d'intérêt mêlé d'une certaine émotion : «Ce pays recèle un potentiel en or pour notre groupe. Dakar, à elle seule, affiche un besoin en logements de 127 000 logements ». C'est pourquoi le groupe Alliances décroche son plus grand contrat immobilier en Afrique : la construction de 40 000 logements dans cette ville attachante. « Nous allons construire une autre ville mitoyenne à Dakar. Une agglomération moderne dotée de toutes les infrastructures nécessaires : transport, santé, écoles, administration et espaces publics », explique Alami Lazrak, la mine réjouie. La stratégie d'investissement de Alliances en Afrique repose sur ses partenariats stratégiques avec les Etats et les institutions publiques, ce qui réduit de manière considérable les risques potentiels. Le groupe considère que l'Afrique représentera plus de 25% dans son chiffre d'affaires d'ici quelques années. Une ambition légitime vu l'importance de l'assise financière de l'opérateur.

Les deux leaders nationaux de l'immobilier que sont Addoha et Alliances ont raison de se projeter en dehors des frontières nationales et d'exporter leur savoir faire immobilier dans le continent. ■

Rachid Abbar

Les ambitions africaines de Holmarcom

Lentement mais surement, le groupe Holmarcom fait sa place en Afrique. Présidé par le très efficace Mohamed Hassan Bensalah, le groupe investit pour le moment dans l'immobilier. Le premier projet décroché dans le secteur.

Le lancement d'une seconde tranche portant sur la construction de 400 logements dans le cadre d'un projet immobilier visant à construire 2850 logements sociaux dans la ville de Dakar. Baptisé « Cité des fonctionnaires », ce projet sera réalisé sur 5 ans et va nécessiter la bagatelle de 630 millions de dirhams. La première tranche de ce projet, portant sur 2000 unités, avait été lancée en juillet 2013, et devait être livrée en avril 2014, selon les prévisions du groupe. Il se situe sur un terrain de 72 hectares, dans le pôle urbain de Diamniadio à 30 km de Dakar, et comprendra un ensemble d'équipements, notamment une école et une mosquée ainsi que des commerces de proximité. Ce projet fait partie d'un programme immobilier d'envergure obtenu grâce à un agré-

ment public accordé par l'Etat sénégalais. Cet agrément autorise le groupe à construire 5000 logements sociaux à Dakar et dans sa banlieue. Côté financement, c'est la Banque atlantique du Sénégal, filiale du groupe Banque populaire, qui accompagnera le groupe. Ce financement bancaire sera assuré à hauteur de 60% du projet, selon les estimations des responsables du groupe. Mais avant de s'engager dans cet investissement, le groupe Holmarcom avait déjà pris une participation majoritaire dans le capital d'une société sénégalaise, Peacock Investments, spécialisée dans les projets immobiliers. Cette société sert de support technique et juridique au groupe Holmarcom pour réaliser ses projets au Sénégal et probablement aussi en Afrique. Cette opération de rachat s'inscrit d'ailleurs dans le cadre de la stratégie de croissance du groupe sur le continent africain. De plus, le groupe a lancé des études de prospection pour dénicher de nouvelles opportunités d'investissement sur le continent. Il reste à signaler que ces études couvrent toutes les branches d'activités du groupe familial marocain.

Maroc Telecom : Fibre optique, fibre Afrique...

Maroc Telecom est un modèle qui s'exporte bien sur le continent. Preuve : les performances remarquables réalisées par ses quatre filiales africaines.

C'est un projet particulièrement structurant pour l'économie du Mali». C'est en ces termes que Ousman Thiam, le président du conseil d'administration de Sotelma, filiale malienne du groupe Maroc Telecom, a commenté le projet de fibre optique réalisée par la maison mère.

C'est le chantier le plus récent de Maroc Telecom en Afrique, il a été inauguré, en présence de SM le Roi Mohammed VI, pendant sa visite d'Etat à Bamako, au Mali, en février dernier. Selon le président de directoire de Maroc Telecom, Abdeslam Ahizoune, « cette fibre optique a pour objectif de réduire la fracture numérique au profit des pays qui sont enclavés sur le plan géographique, notamment le Mali et le Burkina Faso ». Avant d'ajouter : « Elle ambitionne également de contribuer à l'amélioration de la connectivité des pays de la région et à la sécurisation du trafic des télécommunications ».

D'une longueur de 1.064 kilomètres, le câble malien, financé par Sotelma, a nécessité onze mois de travaux et une enveloppe de 6 millions d'euros, soit 70 millions de DH. Il fait partie du câble à fibres optiques Trans Africain qui relie le Maroc, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso et le Niger sur 5.698 kilomètres.

Maroc Telecom a de quoi être fier. Grâce à son action sur le continent, il contribue au développement numérique de l'Afrique et son ouverture sur l'ère de la communication moderne. Dans tous les pays où il est implanté, il déploie toute sa technologie et son savoir-faire télécoms. De Mauritel en Mauritanie, Sotelma au Mali, Onatel au Burkina Faso et Gabon Telecom au Gabon, toutes les filiales africaines de Maroc Telecom dégagent une forte rentabilité, tirant la croissance du groupe au-delà des espérances... Au cours de l'année 2013, le chiffre d'affaires cumulé



Inauguration du tronçon malien du câble à fibres optiques Trans Africain.

des filiales avoisine les 8 milliards de DH. Une performance rendue possible grâce à la forte croissance des parcs mobiles, qui ont connu une hausse de 30% et aux investissements colossaux consentis dans la couverture et la qualité des réseaux. En Mauritanie par exemple, les activités de Mauritel ont généré un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de DH, en hausse de 7,4%. De son côté, Onatel au Burkina a enregistré un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de DH en 2013, soit une forte progression de 67% par rapport à 2012.

Pour Maroc Telecom aussi, l'Afrique représente le meilleur relais de croissance surtout que le marché marocain est arrivé à maturité. Les dirigeants du groupe l'ont compris, qui ont annoncé au début de 2013 un investissement de 360 millions d'euros, soit 4 milliards de DH, pour intensifier les activités

des filiales africaines sur la période 2013-2015. Un programme ambitieux visant à rendre les télécoms en Afrique plus performants et plus avancés sur le plan technologique. Pour Maroc Telecom aussi, l'Afrique représente un marché à fort potentiel. Surtout que le marché marocain est arrivé depuis quelques années à une certaine maturité avec un ralentissement de la croissance locale. D'où l'importance des filiales africaines et les pays subsahariens qui sont encore sous-pénétrés et où les besoins sont considérables en matière de téléphonie.

L'opérateur historique marocain a ceci de particulier qu'il arrive à bien se positionner rapidement en devenant leader sur les pays où il s'implante malgré la présence ancienne d'opérateurs concurrents. Le secret des performances des filiales ? La modernisation des in-

frastructures conjuguée à une stratégie d'innovation et de baisses régulières des tarifs. C'est ce qui explique l'amélioration de leurs parts de marché et la croissance de leurs chiffre d'affaires.

C'est cela la force de Maroc Telecom, un modèle qui s'exporte bien, une greffe telecom qui a pris sans problème dans le continent. Le groupe Maroc Telecom ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, décidé à étendre davantage son savoir-faire et son expertise en Afrique, à condition que les opportunités d'investissement offertes répondent à sa stratégie de développement. Début mars, le groupe dirigé par Abdeslam Ahizoune a déjà soumissionné pour le rachat de l'opérateur historique tchadien. Comme quoi, Maroc Telecom ne perd pas le fil africain... ■

Rachid Abbar

NOURRIR LA TERRE POUR NOURRIR LA PLANÈTE



OCP est fier de contribuer à nourrir une population mondiale grandissante en lui fournissant des éléments essentiels à la fertilité des sols et à la croissance des plantes.

Fort de ses 90 ans d'expérience, OCP est leader sur le marché du minéral de phosphate et de ses dérivés. OCP offre ainsi une large gamme de produits fertilisants adaptés pour enrichir les sols, augmenter les rendements agricoles et nourrir le monde de manière économique et durable.

Basé au Maroc, OCP travaille en étroite partenariat avec plus de 165 clients sur les 5 continents.



www.ocpgroup.ma

L'ONEE en Afrique

Un partenaire éclairé

Transfert de savoir-faire, formation, ingénierie et conseil, l'office déploie depuis plusieurs années dans le continent un modèle de partenariat Sud-Sud.

L'implantation de l'ONEE, particulièrement par le biais de l'eau potable et de l'assainissement du temps de l'ONEP (avant la fusion avec l'ONE) n'est pas récente. L'établissement dirigé de main de maître par Ali Fassi Fihri a exporté son savoir-faire sur le continent dès le début des années 2000. L'ex-ONEP a signé en 2007 un accord de partenariat avec la Société nationale des eaux (SNDE). Objectif : renforcer les capacités de l'opérateur mauritanien pour en faire un outil performant capable de mener à bien ses missions de service public. Au Cameroun, la Camerounaise des eaux, fruit d'un appel d'offres international remporté par l'ex-ONE en 2007, a succédé à la défaille société nationale des eaux du Cameroun (SNEC). Le projet marocain a été retenu parce qu'il était basé sur un partenariat Sud-Sud et gagnant-gagnant. Mais la plus grande action réalisée par l'organisme marocain aura été la signature en 2008 avec le gouvernement sénégalais d'un contrat de concession d'électrification rurale, un secteur où l'expertise marocaine est reconnue mondialement, de plusieurs régions nord du pays qui couvrent quelque 600 villages. L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) est décidé à poursuivre son ouverture sur d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. Au terme d'un stage de trois semaines (du 16 janvier 12 février 2014), un premier groupe de cadres d'entreprises issus de sept pays africains (Mali, Sénégal,



Ali Fassi Fihri,
DG de l'ONEE.

Cameroun, République Démocratique du Congo, Tchad, Mauritanie et Côte d'Ivoire) a bénéficié au Maroc d'une formation aux métiers de l'électricité. Cette ressource revêt une place essentielle dans le développement socio-économique des pays du continent où un seul habitant sur quatre a accès à l'électricité à cause des coupures et des délestages qui sont fréquents. A ce niveau-là, le défi et les besoins sont énormes. Mais l'ONEE et son encadrement est

mobilisé à améliorer, multiplier et accompagner les entreprises africaines dans le renforcement de leurs capacités et de leurs ressources humaines, comme l'a d'ailleurs souligné son directeur général, Ali Fassi Fihri au terme de la clôture de cette session de formation.

Fruit d'un partenariat tripartite signé en octobre dernier entre l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), le ministère des Affaires étrangères et de la coopération et l'ONEE, ce programme de formation (s'étalant sur trois ans (2014-2016) vise à renforcer la capacité de gestion des pays bénéficiaires (Mali, Sénégal, Cameroun, République Démocratique du Congo, Tchad, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Comores, Djibouti, Gabon, Guinée, Niger, République Centrafricaine et Togo) par le transfert de l'expertise et le savoir-faire marocains dans le domaine de la maintenance des réseaux électriques moyenne tension et basse tension.

«Ce partenariat, dont l'objectif est d'assurer le transfert du savoir-faire marocain à travers un enseignement théorique et pratique, aura pour résultat l'amélioration de la qualité des services énergétiques fournis dans ces pays», explique du côté de l'ONEE. Le choix du Maroc n'est pas fortuit, il souligne et reconnaît à la fois l'expertise marocaine dans les domaines stratégiques de l'électrification, d'assainissement et de gestion d'eau potable. Une énergie qui coule de source... ■

Royal Air Maroc courtise les Tijanes

La Royal Air Maroc (RAM) renforce de plus en plus sa présence sur le marché africain. En effet, la compagnie aérienne nationale a considérablement rehaussé le nombre de ses dessertes en direction des principales villes africaines et a diversifié ses offres pour le continent. La RAM soutient également les manifestations à grande valeur identitaire en offrant des facilités aux artistes africains mais aussi aux confréries religieuses comme la Tariqa Tijaniya qui compte une importante communauté d'adeptes. Près de 300 millions de musulmans tijanes vivent en Afrique de l'Ouest, le Sénégal, le Mali, la Guinée, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie ou le Burkina-Faso. Ce sont des fidèles qui effectuent, chaque année, des séjours à Fès, considérée comme la capitale spirituelle des Tijanes.

La dernière tournée royale dans quatre pays subsahariens a été l'occasion pour la RAM de signer deux conventions dans ce sens au Mali et en Côte d'Ivoire. La première convention a été signée à Bamako entre le PDG de la RAM, Driss Benhima, et le secrétaire général du Conseil fédéral national des adeptes de la Tariqa Tijania (Confenat) Alhousseiny Diakité. Les bénéficiaires de cet accord auront droit à des facilités sur les tarifs et l'accès au transport entre la ville de Fès et Bamako.

La même initiative a été rééditée à Abidjan avec un contrat signé entre Driss Benhima et le khalife général



Les adeptes de la Tariqa Tijaniya en Côte d'Ivoire peuvent bénéficier désormais de facilités sur les tarifs.

de la Tijaniya en Côte d'Ivoire, Cheikh El Hadj Moustapha Sonta. Les adeptes et mourides de la Tariqa Tijaniya en Côte d'Ivoire pourront, eux aussi, bénéficier d'avantages tarifaires et de l'accès au transport entre la ville de Fès et Abidjan. A travers ses deux conventions, la RAM confirme son statut de compagnie panafricaine et son

intérêt pour le continent où il réalise près du quart de son chiffre d'affaires. Celui-ci peut augmenter à condition de proposer des formules intéressantes pour les adeptes du tourisme religieux en allant au-delà du siège d'avion. 2014 est l'année de l'Afrique pour Royal Air Maroc qui proposera, à partir du 10 avril 2014, de nouveaux menus à bord alliant les délices de la cuisine marocaine et les saveurs de la gastronomie africaine. « Nous introduisons pour l'occasion des recettes originaires de l'ensemble des pays africains afin de mieux marquer une plus grande perception de notre identité africaine. Il s'agit d'un clin d'œil à l'Afrique, une déclaration d'appartenance et de solidarité », a déclaré Driss Benhima lors de la cérémonie de présentation des nouveaux menus.

La fidélité récompensée

La Royal Air Maroc a récemment rendu un hommage particulier à l'un de ses clients les plus fidèles dont les voyages à bord des avions de la compagnie ont totalisé l'année dernière 660.000 km, soit l'équivalent de 16,5 tours du monde. Il s'agit de l'homme d'affaires ivoirien Adou Jean Soukpa qui s'est vu remettre par le patron de la compagnie, le prix «Ulysse Safar Flyer». Récompense pour sa fidélité, ce prix lui donne accès à plusieurs avantages dont une Carte Gold Safar Flyer en plus d'un billet (aller-retour) Abidjan-Marrakech et trois nuitées dans l'un des plus grands hôtels de la ville ocre. ■

AKENZA MARRAKECH,
SI VOUS NE LA PRENEZ PAS, QUELQU'UN D'AUTRE LE FERA!



VILLAS DE 400 M² AVEC PISCINE
À 2 400 000 DH

Sur le prolongement de l'avenue Mohammed VI, les villas Akenza sont un hommage à la magie de Marrakech et au savoir-faire du Groupe Alliances.

Dans une résidence sécurisée, avec une zone d'animations, ces villas d'exception offrent un cadre idéal pour toute la famille.



AKENZA

05 20 666 666



ALLIANCES

L'OFPPPT, un savoir-faire au service de l'Afrique

Fort d'une grande expérience et d'un savoir-faire très apprécié, l'OFPPPT est devenu un outil essentiel de la coopération maroco-africaine. Preuve : l'office a signé depuis 2002 pas moins de 25 conventions-cadres de coopération et accords spécifiques avec plusieurs pays du continent.

S'inscrivant dans la droite ligne des orientations royales en matière de Coopération avec les pays africains, l'OFPPPT s'est engagé dans le renforcement de la coopération Sud-Sud, en faisant de son expertise en matière de formation professionnelle un levier important de rapprochement entre le Maroc et plusieurs pays africains. L'action de l'OFPPPT s'est traduite, depuis 2002, par la réalisation de plusieurs projets en faveur du développement des compétences de nombreux pays tels que la Mauritanie, le Burkina Faso, la Guinée Equatoriale, la Guinée Conakry, la Côte d'Ivoire, le Sao Tomé et Príncipe, le Cameroun, le Tchad, le Gabon....

L'OFPPPT a développé au cours de la dernière décennie une coopération fructueuse et mutuellement bénéfique avec ces pays ; en atteste le nombre de projets réalisés allant des missions d'assistance technique, à la formation et perfectionnement des formateurs et accueil de contingents importants en formation initiale. C'est ainsi que 1300 stagiaires africains ont été formés par l'OFPPPT depuis 2004/2005, dans différents spécialités. Actuellement, plus de 203 stagiaires issus de pays amis africains poursuivent leur formation au sein des différents établissements de l'OFPPPT au titre de l'année académique 2013/2014.

L'action de l'OFPPPT va au-delà du simple accueil des stagiaires. L'office apporte également son appui technique à travers un encadrement pluridisciplinaire qui va de l'accompagnement à la mise à niveau du dispositif de formation, aux actions d'assistance technique à la formation et le perfectionnement de formateurs et personnel technico-pédagogique, etc. C'est dans cet esprit que 108 formateurs et cadres technico-pédagogiques ont été formés par l'OFPPPT en 4 ans.

Les 4 étapes de la dernière tournée royale en Afrique ont permis de raffermir le rôle de l'OFPPPT et d'insuffler une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale avec les quatre pays visités.

Première escale, le Mali : Une nouvelle convention de partenariat a été signée entre l'OFPPPT et le Fonds



Larbi Bencheikh,
directeur général
de l'OFPPPT.

d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Apprentissage (FAFPA), le 20 février 2014 à Bamako, sous la présidence de SM le Roi Mohammed VI et le président Malien, Ibrahim Boubacar Keïta. Elle porte sur un programme conjoint destiné à renforcer les liens de coopération, à travers des axes de partenariat tels que l'ingénierie de formation initiale et continue, la formation et le perfectionnement du personnel formateur et du personnel d'encadrement malien, l'accueil, par l'OFPPPT, d'un quota annuel de 50 jeunes stagiaires maliens, le jumelage entre établissements de formation... Avec la la Guinée Conakry, deuxième étape du périple royal, c'est une nouvelle collaboration qui démarre, objet de la convention signée entre l'OFPPPT et le ministère guinéen de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Elle porte entre autres sur une série de programmes : Diagnostic du dispositif de formation de la Guinée Conakry ; perfectionnement au Maroc des gestionnaires d'établissements de formation (directeurs et directeurs des études) ; séjour d'études au Maroc au profit de cadres responsables des entités centrales du ministère guinéen et gestionnaires d'établissements, pour s'enquérir de l'expérience de l'OFPPPT en matière d'approche et d'identifica-

tion des besoins en formation du personnel des entreprises et de mise en place des plans de formation continue ; formation/perfectionnement technico-pédagogique au profit des formateurs en activité dans les Institutions de formation Guinéennes ; organisation de sessions de formation technico-pédagogique au profit de formateurs Guinéens ; réservation, à partir de la rentrée 2014 -2015, d'un quota de 100 places pédagogiques pour la formation initiale de jeunes stagiaires Guinéens au sein des établissements de l'OFPPPT.

Quatrième étape de la visite Royale, le Gabon, pays avec lequel l'OFPPPT entretient des relations étroites, suite à l'accord de coopération en matière de Formation Professionnelle, signé entre les deux pays à Tanger le 16 mars 2010, sous la présidence de S.M le Roi Mohamed VI et le président Ali Bongo Ondimba.

Cette coopération a connu un nouvel élan avec la signature le 7 mars 2014 à Libreville d'une nouvelle convention, entre l'OFPPPT et le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle du Gabon.

Plusieurs axes de partenariat ont été arrêtés conjointement. Il s'agit, dans une première phase, d'échange d'expérience sur les bonnes pratiques en

matière de pilotage et de gestion (aux niveaux central, régional et établissements de formation), l'assistance technique pour la réalisation d'études sectorielles, l'adaptation des cursus de formation, la mise à niveau du staff technico-pédagogique, le perfectionnement de 208 formateurs gabonais. ... Dans une deuxième phase, l'OFPPPT accompagnera la définition et la mise en œuvre de centres d'excellence, la création de centres d'expertise métiers/secteurs d'activité, la formation des formateurs animateurs, la mise en place d'un système de formation continue...

L'autre étape de la tournée royale, la Côte d'Ivoire, pays avec lequel l'OFPPPT a initié plusieurs projets de coopération, suite à la convention signée en 2003, et confortée par la convention de coopération, signée le 19 Mars 2013, à l'occasion de la visite officielle de S.M le Roi Mohamed VI dans ce pays.

Les actions réalisées couvrent l'assistance technique, l'ingénierie de formation continue, la formation et le perfectionnement du personnel formateur dans des métiers prioritaires, notamment le secteur du tourisme, l'accueil des stagiaires ...

En termes de réalisation, l'OFPPPT a accueilli en formation initiale, au titre des années académiques 2011-2012 et 2012-2013, un contingent global de 68 jeunes ivoiriens dans les filières du secteur Tourisme-Hôtellerie. De même, 16 gestionnaires d'établissements touristiques ont bénéficié d'une formation qualifiante de 2 mois au Centre de développement des compétences de Marrakech.

Il est à signaler qu'une nouvelle convention-cadre sera signée dans les mois à venir, avec le Département ivoirien en charge de la Formation Professionnelle. Cette convention vise à appuyer la mise à niveau du dispositif de formation dans ce pays. Selon Larbi Bencheikh, directeur général de l'OFPPPT, la signature de ces conventions est de nature à raffermir davantage les relations qu'entretient le Maroc avec les pays africains amis dans l'objectif de favoriser l'émergence des ressources humaines qualifiées dans le continent. ■

Jamil Manar

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable



Station de Traitement des Eaux de Bouregreg - Rabat



Parc Eolien de Tanger

*Acteur de référence
pour le développement durable au Maroc*



Centrale Thermo Solaire d'Ain Béni Mathar



Station d'épuration des Eaux Usées - Grand Nador

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Rabat - Maroc
Tél. : +212 5 37 75 96 00 - Fax : +212 5 37 75 91 06
E-mail : communication@onee.ma

Anis Birrou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration

Phénomène migratoire : Le Maroc assume ses responsabilités

Dans cet entretien, le ministre chargé des Marocains de l'Etranger et des Affaires de la migration Anis Birrou explique les vrais enjeux de la nouvelle stratégie migratoire du Maroc.

Où en est la politique de régularisation des Étrangers au Maroc ?

Cette opération de régularisation suit son chemin et se déroule dans de bonnes conditions. Jusqu'ici, quelque 1300 personnes vivant en situation irrégulière sur le sol national ont pu obtenir leur carte de séjour. Il convient de noter que cette initiative voulue par S.M le Roi intervient à un moment où beaucoup de pays développés ferment leurs frontières et redoublent de répression des flux migratoires pour cause de crise économique. C'est dans cette conjoncture difficile que le Royaume a décidé, lui, de se doter d'une politique migratoire généreuse en régularisant ses sans-papiers. C'est ce qui fait la grandeur du Royaume et sa force.

Quelle est la part des subsahariens dans la migration clandestine au Maroc ?

Les subsahariens issus des pays africains frères représentent certainement le gros des étrangers installés de manière irrégulière au Maroc. Mais il est difficile de livrer un chiffre exact sur leur nombre. Ce qui certain par contre c'est que l'opération de régularisation a montré que les Étrangers désireux de vivre légalement au Maroc proviennent de plus de 80 nationalités.

Où en est la stratégie migratoire axée sur l'accueil et l'intégration des étrangers prônée par S.M le Roi ?

Tout d'abord, permettez de rappeler que le Maroc, dont la position géographique en fait un carrefour entre trois continents, est familiarisé depuis des siècles avec les mouvements migratoires. Traditionnellement, l'intégration des étrangers qui y vivaient ne posait pas de problème, ni celle d'ailleurs de ses ressortissants disséminés un peu partout dans le monde pour des raisons commerciales, culturelles ou autres. Ce n'est que suite à la massification du phénomène et sous la pression de certains pays d'accueil où le phénomène a été à l'origine de



Anis Birrou, remettant la carte de séjour à un citoyen subsaharien.

tensions politiques, économiques et sociales, que cette migration est devenue problématique.

Et le Maroc a été propulsé un peu malgré lui au cœur de ce phénomène problématique et complexe...

En fait, le Maroc s'est retrouvé confronté au phénomène migratoire, en tant que pays de départ d'abord, et de transit ensuite. Il devait par conséquent faire face à la pression des attentes des MRE et de la société marocaine dans son ensemble, en créant les institutions et en prenant les mesures nécessaires pour une meilleure prise en compte des attentes de la communauté marocaine vivant à l'étranger. D'autre part, il devait assumer, en accord avec ses partenaires européens, sa part de responsabilité dans le contrôle des flux de la migration clandestine. Or, la conjoncture internationale, notamment depuis 2001, et les considérations géostratégiques, davantage fondées sur des objectifs de sécurité et de stabilité régionales, ont été à l'origine d'une approche fondamentalement axée sur le contrôle et la répression. Déclenchée par une réponse à des besoins en main d'œuvre des pays industrialisés, la migration

n'a pas tardé à prendre de l'ampleur au niveau international. Sous l'effet d'interactions de facteurs d'ordre économique, politique et culturel, et concomitamment à une mondialisation dont nous avons tous acclamé les bienfaits tout en hésitant encore à en assumer des conséquences qui s'avèrent plus difficiles à gérer, la migration, principalement économique, devenant de plus en plus complexe, s'est amplifiée en s'étendant à de nombreux pays.

Pourquoi le Maroc est-il devenu un pays de fixation des émigrés ? Est-ce parce que l'Europe, sous les coups de boutoir de la crise, est devenue moins attrayante pour les candidats au départ ?

L'évolution de la migration au Maroc s'explique par l'évolution du pays lui-même, qui lui confère, à l'instar d'autres pays d'accueil, une certaine attractivité. Outre le développement économique qui le situe parmi les pays émergents, le Maroc, depuis les années 90, a connu un tournant important au niveau de sa gouvernance politico-sociale matérialisée par un projet de société démocratique viable et crédible où les valeurs et principes des droits de l'Homme occupent une place centrale. Parallèlement à ces réformes

de fond, le Maroc s'est attelé au développement humain depuis son adhésion à la Déclaration du Millénaire et son engagement à adopter des stratégies pour en atteindre les objectifs. Lancée par SM Le Roi Mohammed VI il y a neuf années dans le but, selon les propos mêmes de Sa Majesté, de «consolider les acquis politiques, par la promotion des droits économiques, sociaux et culturels des citoyens, et par la lutte contre les disparités sociales et territoriales », l'Initiative nationale pour le développement humain est venue s'ajouter aux actions contenues dans les programmes sectoriels.

Les nouveaux choix du Maroc lui imposent un changement profond de sa vision de la gestion des questions de migration et d'asile. Cette vision, Sa Majesté le Roi, après avoir pris connaissance du rapport thématique du CNDH sur la question, l'a explicitée en appelant le gouvernement à élaborer une nouvelle politique globale dans son contenu, humaniste dans sa philosophie et responsable dans sa démarche.

Il ne suffit pas de régulariser les immigrants en situation irrégulière. Encore faut-il leur permettre d'accéder à une vie meilleure...

Justement, la nouvelle politique migratoire du Maroc va au-delà de la simple régularisation de ses migrants. Elle s'assigne des objectifs beaucoup plus importants et ambitieux : améliorer l'accompagnement et l'assistance des demandeurs d'asile et des réfugiés ; permettre une intégration réussie au Maroc des immigrées et leurs familles ; promouvoir leurs droits humains au même titre que les citoyens nationaux ; favoriser leur participation dans la vie active du Royaume et last but not least lutter contre la traite et le trafic des êtres humains et toute forme de discrimination ou de racisme. La finalité de tout ce processus est de favoriser l'émergence d'un modèle marocain d'intégration des Étrangers et de construire un vivre ensemble harmonieux de façon à ce que tout un chacun se sente chez lui. ■

Propos recueillis par Rachid Abbar



CONSTRUCTEUR DE VALEUR

ADRESSE POSTALE

2, Bd. Zerktouni Casablanca 20000, Maroc
Tél : +212 5 22 888 000 / 001 / 002
Fax : +212 5 22 320 569 / +212 5 22 334 220
E-mail : drh@sgtm-maroc.com



Arrivée de SM le Roi à Conakry. Un accueil populaire spontané.



Un instrument de musique traditionnel malien, la Kora, offert par le président Boubacar Kieta au Souverain.



Signature à Conakry d'un protocole d'accord bilatéral dans le domaine de la production hydroélectrique.



SM le Roi visitant l'hôpital de campagne médico-chirurgical marocain déployé à Conakry.



SM le Roi à la rencontre de la population abidjanaise.



Un boulevard à Bamako du nom de SM Mohammed VI. Un signe de reconnaissance et d'estime.



الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc

Les ailes du Maroc

**Royal Air Maroc,
Naturellement Africaine
30 destinations en Afrique**

www.royalairmaroc.com



Vols Royal Air Maroc

«Mohammed VI, défenseur du panafricanisme»

La presse africaine et occidentale s'est intéressée à la dernière tournée royale en Afrique qui illustre à ses yeux l'engagement du Royaume en faveur de la coopération Sud-Sud.

A l'instar de leurs confrères marocains, les journalistes étrangers ont été unanimes à mettre en exergue la portée et le caractère exceptionnel de la tournée africaine de SM le Roi Mohammed VI. Le journal électronique le Huffington Post parle d'une «approche multidimensionnelle» qui «constitue une précieuse opportunité pour les alliés occidentaux du Maroc en vue d'intensifier leur engagement dans le continent africain dans le cadre d'une coopération triangulaire». Il s'agit, pour le site américain, d'une tournée africaine porteuse de promesses pour un continent qui veut croire en son potentiel, et se veut le couronnement d'une approche aboutie de coopération Sud-Sud qui s'appuie sur la force de projection du Royaume dans les domaines spirituel, économique, humanitaire et de maintien de la paix. Le Huffington Post fait observer qu'au-delà du «succès immédiat de la tournée africaine du souverain, le déplacement royal constitue une indication claire et sans équivoque sur l'approche de développement prônée par le roi Mohammed VI qui résonne et trouve son écho dans les cœurs des peuples de la région». «Cette dynamique est porteuse d'implications significatives et profondes pour les alliés occidentaux du Maroc», a conclu la publication américaine. «Cette visite était forte d'une vision stratégique royale qui s'appuie sur trois composantes essentielles, à savoir le soutien aux processus de démocratisation, le développement humain et le respect des différences et



spécificités culturelles», a, pour sa part, écrit le magazine bimensuel «National Interest». Selon la revue US spécialisée dans les questions géostratégiques et de défense, le Royaume «apporte son expertise et son savoir-faire aux pays frères et amis dans le continent, en mettant à profit sa force de projection économique et des partenariats pour le développement solidaire et mutuellement bénéfique». «S.M. le Roi Mohammed VI se présentait comme un relais de stabilité politique et économique fort», a de son côté estimé «Atlantico». Selon l'analyse du site d'information français, «la politique voulue et menée par le Roi Mohammed VI s'articule autour de trois points : le soutien aux processus démocratiques, le co-développement et le respect des spécificités culturelles». Le journal canarien «El Dia» a, quant à lui, salué le leadership de SM le Roi, soulignant qu'avec «sa vision de grand homme d'Etat et sa clairvoyance innée, le Roi Mohammed VI du

Maroc est devenu, en plein XXI^e siècle, un véritable promoteur d'un nouveau panafricanisme solidaire». Dans un article intitulé «Mohammed VI, défenseur du panafricanisme», consacré au dernier périple africain du souverain, le quotidien espagnol met en valeur la politique étrangère du Royaume tournée vers l'Afrique et les différentes visites d'Etat

et initiatives que ne cesse de multiplier le Souverain pour construire l'avenir du continent africain. Au Sénégal, le quotidien «l'Observateur» a fait savoir que la visite royale en Afrique était une réaffirmation de l'importance qu'accordait le Maroc au développement de ses échanges tant humains, culturels et religieux que politiques et économiques avec les pays de ce continent.

«Une usine de cimenterie, une clinique périnatale, le câble à fibres optiques transafricain, des semences pour l'agriculture (...), une radio, des logements sociaux et une caserne pour les militaires. Bref, le roi a comblé les attentes des Maliens (...). Si elles venaient à voir le jour, cela pourrait donner une lueur d'espoir de voir le Mali emprunter la rampe des pays émergents», s'est enthousiasmé à Bamako le journal «Le Republicain». Ces visites royales sont «la preuve de l'engagement tous azimuts et solidaire du Maroc au sein de son espace africain, lequel engagement

le Canard Libéré
Journal satirique marocain paraissant le vendredi
Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4 Maârif - Casablanca - Tél : 0522 23 32 93 Fax : 0522 23 46 78 E-mail : contact@lecanardlibere.com Site web : www.lecanardlibere.com
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION Abdellah Chankou a.chankou@lecanardlibere.com
RÉDACTEUR EN CHEF Abdellah Chankou
RÉDACTION Rachid Abbar, Jamil Manar, Saliha Toumi, Rachid Wahbi, Ahmed Zoubair Meriem El Yousseufi
CARICATURES Boudali, Zag
WEBMASTER Larbi Larzaoui
LOGISTIQUE Youssef Roumadi
IMPRESSION GROUPE MAROC SOIR DISTRIBUTION SAPRESS DOSSIER PRESSE Aut. 51/06
DÉPÔT LÉGAL 2007 / 0025
ISSN 2028-0416

repose sur une histoire commune», a de son côté souligné le quotidien «Gabon Matin». Cet engagement repose aussi sur «des aspirations partagées pour une Afrique unie et déterminée à s'affranchir de ses maux et à assurer un lendemain meilleurs pour ses enfants», a ajouté l'auteur de l'article. La solidarité du Maroc avec l'Afrique s'exprime aussi, poursuit le journal, à travers sa contribution aux missions de maintien de la paix de l'ONU pour la pacification de plusieurs pays en proie à des guerres civiles. Le Maroc, relève le journal, ne ménage aucun effort pour défendre les causes justes de l'Afrique dans ses rapports avec l'Europe, à laquelle il est lié par un statut avancé, et au sein de toutes les organisations et instances internationales, pour que la voix du Continent soit mieux écoutée et que les préoccupations de ses populations soient prises en compte. Le Roi Mohammed VI a décidé, de manière significative, de marquer son intérêt pour les pays subsahariens, en se déplaçant en personne dans plusieurs capitales africaines, a «écrit le quotidien nigérien «L'Enquêteur». Ce faisant, le Souverain érige, sans conteste, son pays comme «la passerelle la plus fiable, à l'heure actuelle, entre l'Afrique noire et le monde occidental, un hub indispensable à la circulation des biens et des personnes», écrit le journal dans un éditorial intitulé «Le Roi du Maroc, plus près de nous». ■

DE LA FORMATION À L'EMPLOI, IL N'Y A QU'UN PAS.
CHOISISSEZ VOTRE FORMATION, CHOISISSEZ VOTRE VOCATION

OFPPT propose 175 formations diplômantes et 103 formations qualifiantes qui vous rendent directement opérationnels et augmentent vos chances sur le marché du travail.

Quel que soit votre niveau, faites votre choix de formation, trouvez votre voie, choisissez la voie gagnante.

Inscriptions ouvertes sur : www.inscription-ofppt.ma ou contactez notre établissement de formation le plus proche.



السياسة المغربية الجديدة للهجرة واللجوء : اللقاء التواصلي الثالث مع المجتمع المدني



Nouvelle politique marocaine
d'immigration et d'asile :
3^{ème} rencontre
avec la société civile

الرباط، الخميس 27 مارس 2014

Rabat, le jeudi 27 mars 2014
Siège du Ministère de l'Artisanat
de l'Economie Sociale et Solidaire.



Mario

Le **goût** de la mer, la **qualité** de l'expert